

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/WGTCP/W/195  
12 août 2002

(02-4387)

**Groupe de travail de l'interaction du commerce  
et de la politique de la concurrence**

Original: anglais

## COMMUNICATION DU JAPON

On trouvera ci-après le texte définitif de la communication reçue de la Mission permanente du Japon qui a été distribuée en avant-tirage pour la réunion du Groupe de travail des 1<sup>er</sup> et 2 juillet 2002.

### MODALITÉS D'UNE COOPÉRATION VOLONTAIRE

#### I. INTRODUCTION

Les débats de la dernière réunion du Groupe de travail ont porté sur la nécessité d'un renforcement des capacités dans les pays en développement au moyen de l'élaboration de lois et de politiques de la concurrence et ont mis l'accent sur l'importance de l'accroissement de l'assistance technique. On a fait remarquer à cet égard la diversité des approches pouvant s'appliquer aux pays développés comme aux pays en développement pour promouvoir les lois et les politiques en matière de concurrence selon leur stade de développement et leurs différences culturelles. Le Groupe de travail a aussi reconnu la nécessité de centrer davantage les programmes d'assistance technique sur les besoins des pays bénéficiaires.

L'étude comparative de la mise en place d'institutions juridiques en matière de concurrence dans divers pays permet de mettre en évidence une multitude d'approches différentes. Au nombre de celles-ci figurent: l'instauration de mesures prohibant les pratiques anticoncurrentielles sous forme de politiques axées sur la protection des consommateurs et la prévention de toute concurrence déloyale, l'établissement de lois sur la concurrence régissant les ententes et limitant les possibilités d'abus de position dominante (dans certains cas, ces mesures ont entraîné l'adoption de lois commerciales sectorielles), et la promulgation d'une législation sur la concurrence complète incluant, par exemple, des dispositions sur les fusions.

Quelle que soit l'approche qu'il adopte, un pays vise d'abord et avant tout à renforcer ses moyens de faire respecter la loi. Pour ce faire, certains pays ont même établi des mécanismes de coopération en matière d'application de la loi avec des partenaires étrangers ou envisagent de le faire. Le recours à ces mécanismes de coopération s'explique par la volonté des pays de lutter plus efficacement contre les pratiques anticoncurrentielles susceptibles d'avoir des effets nuisibles sur leurs marchés et, plus particulièrement, par la difficulté que ces pays peuvent éprouver à lutter, par leurs propres moyens, contre ces agissements. Si ces approches varient, elles n'en reposent pas moins sur un même dénominateur commun: chaque pays met tout en œuvre pour réprimer ces pratiques anticoncurrentielles. Que le pays en question ait ou non adopté une loi sur la concurrence n'est pas au centre du débat. De fait, sur les 144 Membres de l'OMC, seuls 90 se sont dotés d'un droit général de la concurrence, les autres ne disposant apparemment pas de lois dans ce domaine. Quelques pays

s'efforcent cependant de lutter par d'autres moyens contre des comportements anticoncurrentiels spécifiques, par exemple en adoptant des lois commerciales sectorielles.

À l'avenir, la mondialisation économique pourrait donner naissance à un marché unique mondial. Si cette évolution se confirme, les pays auront alors intérêt à combattre les agissements anticoncurrentiels qui brident leurs échanges commerciaux en introduisant les mêmes mesures de mise en application, ou des mesures analogues, y compris ceux qui sont visés par des mesures nationales. D'aucuns font valoir d'ailleurs que la convergence des institutions juridiques en matière de concurrence pourrait s'avérer indispensable à long terme. Dans ces conditions, tous les pays devraient peut-être s'engager, dans un premier temps, à lutter contre les pratiques anticoncurrentielles, telles que les ententes injustifiables, susceptibles d'entraver gravement les échanges commerciaux. Ces ententes, comme on le sait, contrarient le fonctionnement du système commercial mondial, tant au plan national qu'international; aussi chaque pays devrait-il avoir conscience des effets dommageables de ces agissements. Nous estimons donc qu'il faudrait encourager tous les pays à mener des actions efficaces contre ces ententes injustifiables, qui constituent des infractions graves, afin d'éviter les répercussions nuisibles qu'elles ont sur le commerce.

## **II. MODALITÉS DE PROMOTION DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE**

La promotion de la coopération est, sans conteste, cruciale pour tous les pays, car elle leur permet de lutter plus efficacement et plus facilement contre les agissements anticoncurrentiels transfrontières. L'organe chargé de la concurrence d'un pays éprouvera des difficultés à régler ces problèmes transfrontières à lui seul, d'autant plus que la mondialisation économique entraînera inévitablement des pratiques anticoncurrentielles aux conséquences économiques néfastes dans de multiples pays.

Ceci posé, le prochain point à débattre est celui de savoir ce qu'il faudrait faire pour promouvoir la coopération et comment mettre sur pied un cadre de coopération.

Certains des pays qui ont œuvré en faveur d'un rapprochement économique entre eux par le biais d'échanges commerciaux et d'investissements ont établi des cadres bilatéraux et régionaux visant à renforcer la coopération entre les organismes chargés de la concurrence pour répondre au besoin croissant d'intensifier la coopération en matière d'application du droit de la concurrence.

Parallèlement, l'intensification de la coopération internationale fait actuellement l'objet d'un débat, même au sein des cadres multilatéraux. À titre d'exemple, la "Recommandation du Conseil concernant une action efficace contre les ententes injustifiables", adoptée par l'OCDE en 1998, encourage vivement les pays Membres à promouvoir la coopération internationale et les principes de la courtoisie dans l'application des lois prohibant les ententes injustifiables.

Il y a également lieu de souligner que les cadres régionaux, et plus particulièrement les accords commerciaux régionaux, comportent souvent un chapitre sur la politique de la concurrence ainsi qu'un engagement de favoriser l'application des lois sur la concurrence au sein de chaque pays et à encourager la coopération mutuelle. En effet, ces mesures permettent, dans de nombreux cas, d'élaborer un cadre de coopération qui facilite les échanges commerciaux et l'investissement.

Bien que l'Accord de partenariat économique entre le Japon et Singapour (Japan-Singapore Economic Partnership Agreement (JSEPA)) n'ait, de prime abord, qu'une portée limitée, il convient de noter que les deux pays se sont engagés à prendre des mesures en vue de lutter efficacement contre les agissements anticoncurrentiels et de favoriser la coopération entre les deux pays. Il y a aussi lieu de souligner que "l'Accord de libre-échange Canada-Costa Rica", présenté lors de la dernière réunion du Groupe de travail, contient l'obligation d'assurer le respect des principes de non-discrimination et de transparence dans les mesures adoptées en matière de droit de la concurrence, ainsi que des

engagements visant à établir entre les deux pays un cadre de coopération en matière de respect du droit.

### **III. EXEMPLE DE CADRE DE COOPÉRATION RÉGIONAL: LE JSEPA**

En janvier 2001, le gouvernement japonais a conclu avec le gouvernement de Singapour un accord de partenariat économique, le JSEPA, qui comprend des éléments d'un accord de libre-échange (voir ci-joint). Bien que les approches en matière de droit sur la concurrence diffèrent, le chapitre consacré à la politique de la concurrence préconise que les deux pays adoptent des mesures pour lutter contre les agissements anticoncurrentiels, conformément à leurs législations et réglementations applicables, afin de faciliter les échanges commerciaux et les flux d'investissement entre les deux pays. Ceux-ci sont également censés coopérer dans ce domaine dans la mesure de leurs moyens. Les autorités chargées de la concurrence des deux pays estiment en effet que ces derniers devraient étendre leur coopération pour pouvoir lutter efficacement contre les pratiques anticoncurrentielles, car, selon toute vraisemblance, leurs relations en matière d'échanges commerciaux et de flux d'investissement s'intensifieront.

Singapour ne dispose pas encore, en matière de concurrence, d'une législation indépendante et complète. Ce pays a néanmoins adopté des dispositions commerciales sectorielles dans les domaines des télécommunications, de l'électricité et du gaz; il prohibe en outre les agissements restreignant la concurrence au moyen d'une disposition concernant l'abus de position dominante. Incorporée aux récents amendements de la loi, cette disposition vise à favoriser la création d'un environnement concurrentiel dans les secteurs réglementés par l'État, qui sont très importants pour l'économie du pays.

Pour ce qui est des détails du chapitre sur la concurrence, le Japon et Singapour ont convenu qu'ils s'engageraient dans une coopération bilatérale dans les secteurs dans lesquels Singapour disposait déjà d'institutions juridiques chargées de la concurrence. Cette coopération bilatérale prévoit notamment la notification, une coopération pour faire respecter la loi grâce à un échange d'informations et la consultation, dans la mesure des ressources dont ils disposent. Il convient également de noter que l'Accord contient une disposition relative à l'assistance technique entre les deux pays. Cet accord, qui constitue un premier pas vers la mise en place d'un cadre de coopération entre deux pays dont les lois sur la concurrence diffèrent, servira de référence pour les débats du Groupe de travail sur les modalités d'une coopération internationale.

Du fait de la mondialisation croissante et du renforcement progressif des relations économiques, il est de plus en plus important d'établir un cadre de coopération en matière de politique de la concurrence. Il serait bon, par ailleurs, qu'un pays, même s'il s'abstient d'élaborer une législation complète sur la concurrence, participe au moins aux efforts déployés au plan international pour promouvoir la coopération internationale.

### **IV. IMPORTANCE DE LA COOPÉRATION SUR UN PLAN MULTILATÉRAL - POURQUOI CHERCHONS-NOUS À ÉTABLIR UN CADRE DE COOPÉRATION MULTILATÉRAL?**

Si, jusqu'à présent, des accords ou des cadres de coopération ont été établis au niveau bilatéral ou régional, aujourd'hui, on envisage de plus en plus l'instauration de mesures multilatérales. Aussi convient-il de préciser ici ce que l'on entend par cadre de coopération multilatérale.

Lorsque nous étudions la coopération internationale en matière de politique de la concurrence, nous l'examinons à un niveau multilatéral, que nous divisons en trois catégories:

- coopération en faveur du renforcement des capacités;

- échange d'informations et d'expériences;
- coopération ponctuelle.

L'établissement d'une coopération internationale dans chacune de ces catégories présenterait les avantages suivants:

A. COOPÉRATION EN FAVEUR DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Au cours de sa réunion du mois d'avril, le Groupe de travail a souligné l'importance d'une assistance technique pour le renforcement des capacités de chaque pays, en particulier des pays en développement, en vue de créer et de mettre en œuvre des institutions chargées de la concurrence. S'agissant de l'assistance technique, il serait souhaitable que les pays travaillent de concert et coordonnent leurs efforts afin d'obtenir des résultats beaucoup plus fructueux. Nous sommes donc convaincus qu'un cadre multilatéral contribuerait fortement à l'adoption, dans ce domaine, d'une approche mieux coordonnée en matière d'assistance technique. Ces pays auraient également avantage à s'échanger des informations sur la situation et les besoins actuels des pays en développement bénéficiaires au niveau multilatéral.

B. ÉCHANGE D'INFORMATIONS ET D'EXPÉRIENCES EN GÉNÉRAL

L'échange d'informations en matière de droit et de politique de la concurrence, au-delà des cas particuliers, et le partage d'informations et d'expériences entre plusieurs pays en ce qui concerne les meilleures méthodes d'application des lois sur la concurrence aux agissements anticoncurrentiels transfrontières ayant des répercussions négatives sur les marchés pluralistes n'aura d'efficacité que s'il s'inscrit dans un cadre multilatéral. La mise en place de bases de données par les institutions juridiques et l'établissement de directives juridiques dans chaque pays permettraient l'échange d'informations sur les dernières tendances et la mise en commun d'informations sur un plan multilatéral et présenterait de nombreux avantages. Par exemple:

- a) Cela aiderait les différents pays à se doter d'institutions chargées de la concurrence ou à examiner celles qui sont déjà en place;
- b) Cela permettrait aux entreprises désireuses d'accéder au marché d'un autre pays d'obtenir plus facilement les informations dont elles ont besoin.

Par ailleurs, des discussions entre experts au niveau multilatéral, en ce qui concerne l'expérience en matière d'élaboration et de mise en œuvre d'une politique, en particulier sur le plan international, pourraient aboutir à un examen entre pairs des institutions juridiques des membres en matière de concurrence, examen qui aurait de l'importance pour les pays lorsqu'ils procéderaient à la révision ou à l'amélioration de leur législation sur la concurrence.

C. COOPÉRATION PONCTUELLE

Étant donné que la croissance de la mondialisation économique risque d'entraîner une augmentation des pratiques anticoncurrentielles ayant des effets préjudiciables sur un ou plusieurs marchés étrangers, il est de plus en plus nécessaire que chaque pays facilite une coopération en matière d'application des lois et cherche sérieusement à éviter d'entrer en conflit avec les autres pays.

À ce sujet, voici quelques exemples de coopération en matière de respect du droit sur des points particuliers d'accords bilatéraux conclus à ce jour:

- notification;
- coopération en matière de respect du droit au moyen de l'échange d'informations;
- coordination des mesures visant au respect du droit;
- courtoisie active;
- courtoisie.

Ce genre de coopération entre des pays partenaires s'inscrit généralement dans des cadres bilatéraux. Or, pour lutter contre des pratiques anticoncurrentielles aux effets dommageables pour les marchés de plusieurs pays, un moyen efficace serait d'établir une coopération entre un plus grand nombre de pays, en d'autres termes au niveau multilatéral.

Comme il s'agit de l'un des éléments d'un cadre multilatéral, il importe d'examiner et de définir les modalités d'une coopération, même si elle revêt un caractère volontaire. En effet, les méthodes de coopération dans ce genre de cadre pourront, le cas échéant, servir de modèle pour promouvoir la coopération ponctuelle entre pays qui n'auront pas conclu d'accords bilatéraux. Elles pourraient aussi s'avérer utiles aux pays désireux de négocier et d'élaborer de nouveaux accords bilatéraux de coopération.

## **V. CONCLUSION**

Au lieu d'hésiter entre un cadre bilatéral et un cadre multilatéral pour promouvoir la coopération internationale en matière de politique de la concurrence, nous devrions plutôt envisager d'adopter l'un et l'autre en combinant les avantages de chacun d'eux.

Compte tenu des disparités dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une législation nationale en matière de concurrence, il serait irréaliste, à ce stade, d'opter pour un cadre de coopération unique, ou universel, d'un niveau élevé et de l'imposer à tous les autres pays. Il serait plus indiqué, à notre avis, d'opter pour la création d'un cadre de coopération d'un certain niveau sur le plan multilatéral, et de laisser les pays libres d'élargir leur cadre de coopération sur un plan bilatéral, en fonction de leurs expériences communes, de leurs ressources et de leurs institutions juridiques pour mettre en œuvre une législation nationale de la concurrence. Il va sans dire que les deux pays qui auraient décidé d'intensifier leurs relations économiques auraient conscience qu'ils devraient tôt ou tard réprimer les activités anticoncurrentielles transfrontières susceptibles d'avoir des conséquences préjudiciables sur leurs échanges commerciaux et les flux d'investissement.

À titre d'exemple, il serait bon, dans les cadres bilatéraux, de mettre l'accent sur la promotion d'une coopération ponctuelle plus évoluée en matière de mise en application. Pour les cadres multilatéraux, ainsi que pour l'élaboration d'un cadre type de coopération ponctuelle, il importerait également d'y recourir pour échanger des informations et des expériences en matière de politique et pour promouvoir un réexamen des politiques en vigueur selon des principes convenus.

## **ANNEXE**

### **L'ACCORD DE PARTENARIAT ÉCONOMIQUE ENTRE LE JAPON ET SINGAPOUR (JSEPA)**

#### **Chapitre 12: Concurrence**

##### **Article premier - Objectifs**

Le présent chapitre vise à:

- a) contribuer efficacement à la lutte contre les agissements anticoncurrentiels, à faciliter les échanges commerciaux et les flux d'investissement entre les Parties ainsi que le bon fonctionnement des marchés des Parties;
- b) promouvoir la coopération entre les Parties dans cette lutte contre les pratiques anticoncurrentielles.

##### **Article 2 – Agissements anticoncurrentiels**

1. Chaque Partie doit, conformément à sa législation et à sa réglementation applicables, prendre les mesures qu'elle juge appropriées pour lutter contre les agissements anticoncurrentiels, afin de faciliter les échanges commerciaux et les flux d'investissement entre les Parties et le bon fonctionnement efficace de leurs marchés.

2. Chaque Partie doit, si nécessaire, s'employer à réexaminer ou à perfectionner sa législation ou sa réglementation ou à s'en doter pour lutter efficacement contre les agissements anticoncurrentiels.

##### **Article 3 - Coopération**

1. Les Parties doivent, conformément à leur législation et à leur réglementation, et dans la mesure de leurs moyens, coopérer dans le domaine de la lutte contre les agissements anticoncurrentiels.

2. Les secteurs, les détails et les procédures de coopération visés dans le présent chapitre seront précisés dans l'Accord d'application.

##### **Article 4 – Règlement des différends**

Les procédures de règlement des différends stipulées au chapitre 21 (Prévention et règlement des différends) ne s'appliquent pas à ce chapitre.

## **ACCORD D'APPLICATION**

##### **Article premier - Objectif**

Le présent chapitre vise à mettre en œuvre la coopération mentionnée à l'article 3 du chapitre 12 (Concurrence) de l'Accord de base.

## Article 2 – Définitions

Les définitions qui suivent s'appliquent au présent chapitre:

- a) l'expression "point(s) de contact" s'entend:
  - i) pour le Japon, de la Commission des pratiques commerciales loyales;
  - ii) pour Singapour, du Ministère du commerce et de l'industrie.
- b) l'expression "agissements anticoncurrentiels" s'entend des actes ou des opérations qui peuvent faire l'objet de sanctions ou autres mesures correctives en vertu des lois sur la concurrence des pays respectifs;
- c) l'expression "lois sur la concurrence" s'entend:
  - i) pour le Japon, de la Loi relative à l'interdiction des monopoles privés et au maintien de pratiques commerciales loyales (Loi n° 54 promulguée le 14 avril 1947) et de son règlement d'application;
  - ii) pour Singapour, du Code de pratiques favorisant la concurrence dans la fourniture de services de télécommunications, adopté en vertu de la Loi sur les télécommunications de 1999 (Loi n° 43 de 1999), du chapitre VIII sur la "Concurrence" de la Loi sur l'électricité de 2001 (Loi n° 10 de 2001), et du chapitre IX sur la "Concurrence" de la Loi sur le gaz de 2001 (Loi n° 11 de 2001);
- d) les termes "organe(s) de mise en œuvre" s'entendent:
  - i) pour le Japon, de la Commission des pratiques commerciales loyales;
  - ii) pour Singapour, de l'Autorité de développement de l'information et de la communication pour le secteur des télécommunications et de l'Autorité chargée du marché de l'énergie pour les secteurs de l'électricité et du gaz;
- e) l'expression "mesure(s) de mise en œuvre" désigne toute enquête ou procédure menée par les autorités de mise en œuvre d'une Partie conformément à la législation sur la concurrence en vigueur sur son territoire, à l'exception:
  - i) de l'examen de toute pratique commerciale ou de tout dossier habituel;
  - ii) des recherches, études ou enquêtes effectuées dans le cadre d'un examen de la conjoncture économique générale ou de la situation générale dans certains secteurs industriels;
  - iii) des poursuites judiciaires.
- f) l'expression "intérêts importants" désigne des intérêts jugés importants par la Partie menant l'activité ou les activités de coopération visées au présent chapitre.

### Article 3 - Notification

1. Chacune des Parties doit aviser l'autre Partie en ce qui concerne ses mesures de mise en œuvre lorsqu'elle juge que celles-ci peuvent avoir une incidence sur les intérêts importants de cette autre Partie.

2. Les mesures de mise en œuvre qui peuvent nuire aux intérêts importants de l'autre Partie comprennent notamment celles:

- a) qui ont trait aux mesures visant au respect de la loi de l'autre Partie;
- b) qui sont prises à l'encontre d'un ou de plusieurs ressortissants de l'autre pays, ou à l'encontre d'une entreprise, d'une association ou d'un organisme constitué en personne morale ou organisé en vertu de la législation ou de la réglementation en vigueur sur le territoire de l'autre pays;
- c) qui concernent des agissements anticoncurrentiels, autres que des fusions ou des acquisitions, qui ont lieu sur une grande partie du territoire de l'autre pays;
- d) qui concernent des fusions et des acquisitions dans lesquelles:
  - i) une (ou plusieurs entreprises) participant à l'opération; ou
  - ii) une entreprise contrôlant une ou plusieurs des entreprises qui participent à l'opération,

est une entreprise constituée en personne morale ou organisée en vertu de la législation ou de la réglementation en vigueur sur le territoire de l'autre pays;

- e) qui concernent un comportement qui, au dire de la Partie notifiante, a été requis, encouragé ou approuvé par l'autre Partie;
  - f) qui comportent des mesures correctives exigeant ou interdisant expressément un comportement sur le territoire de l'autre pays.
3. La notification sera envoyée, conformément au paragraphe 1 du présent article, par l'entremise du point de contact de l'une des Parties, et ce, le plus rapidement possible, compte tenu des intérêts importants de l'autre Partie.
4. La Partie notifiante devra joindre à ses notifications les détails qui, à ses yeux, devraient permettre à la Partie notifiée de procéder à une première évaluation des effets d'une telle action sur ses intérêts importants.
5. Chaque Partie doit:
- (a) notifier sans délai à l'autre Partie tout amendement à sa législation sur la concurrence et l'adoption de toute nouvelle législation ou réglementation de son pays dans le cadre de sa lutte contre les agissements anticoncurrentiels;
  - (b) fournir à l'autre Partie copie de ses directives ou déclarations de principe qu'elle aura publiées relativement à la législation sur la concurrence en vigueur sur son territoire.



**Article 4 – Échange d'informations**

Chaque Partie doit, dans la mesure où la législation et la réglementation en vigueur sur son territoire ou ses intérêts importants le permettent, et dans la mesure de ses moyens, s'efforcer:

- a) d'informer l'autre Partie de toute mesure de mise en œuvre qu'elle prend pour lutter contre des agissements anticoncurrentiels qui, à son avis, peuvent avoir un effet nuisible pour la concurrence sur le territoire de l'autre Partie;
- b) de fournir à l'autre Partie toute information, en sa possession, ayant éveillé son attention, qu'elle juge importante et pertinente concernant des agissements anticoncurrentiels ou qui pourrait justifier des mesures de mise en œuvre de la part de l'autre Partie;
- c) de fournir à l'autre Partie, sur sa demande et conformément aux dispositions énoncées dans le présent chapitre, des informations qu'elle détient et qui sont en rapport avec les mesures de mise en œuvre appliquées par l'autre Partie.

**Article 5 – Assistance technique**

Chaque Partie peut fournir une assistance technique à l'autre Partie pour l'adoption effective et l'administration efficace des lois et des réglementations en place pour lutter contre les agissements anticoncurrentiels.

**Article 6 – Modalités et conditions concernant les dispositions relatives à l'information**

1. Sauf décision contraire de la Partie informatrice, toute information communiquée par l'une ou l'autre des Parties en vertu du présent chapitre:

- a) doit être utilisée par les autorités de mise en œuvre de la Partie réceptrice aux seules fins du respect effectif des lois sur la concurrence en vigueur sur son territoire;
- b) aucune ne devra être divulguée à aucune tierce partie.

2. Chaque Partie doit respecter la confidentialité de toute information qui lui a été communiquée en toute confidentialité par l'autre Partie, en vertu du présent chapitre, à moins que cette dernière ne consente à sa divulgation.

3. Chaque Partie peut limiter les informations qu'elle communique à l'autre Partie si cette dernière est incapable de lui assurer qu'elle sera en mesure d'en respecter le caractère confidentiel ou d'en limiter l'utilisation.

4. Nonobstant les autres dispositions du présent chapitre, aucune Partie ne pourra être tenue de fournir à l'autre Partie des renseignements si elle juge qu'ils contreviennent à ses lois et règlements ou que leur communication est incompatible avec ses intérêts importants.

**Article 7 – Utilisation d'informations dans le cadre de poursuites judiciaires**

1. En vertu du présent chapitre, les informations communiquées par une Partie à une autre Partie ne sauraient être présentées par cette autre Partie à un tribunal ou à un juge dans le cadre de poursuites judiciaires.

2. Si une information communiquée par une Partie à une autre Partie en vertu des dispositions du présent chapitre devait obligatoirement être présentée à un tribunal ou à un juge dans le cadre de poursuites judiciaires, cette dernière Partie devra alors présenter une demande officielle auprès de la Partie qui lui aura communiqué cette information (appelée la "Partie requérante" dans le présent article), par la voie diplomatique ou toute autre voie établie conformément à la législation en vigueur dans le pays de la Partie requérante. La Partie requérante mettra tout en œuvre pour répondre rapidement et favorablement à la demande dans les délais raisonnables qui lui auront été indiqués par l'autre Partie.

#### **Article 8 – Champ d'application**

1. Les articles 3 et 4 du présent chapitre ne s'appliquent qu'aux secteurs des télécommunications, de l'électricité et du gaz.

2. Lorsque les Parties adoptent de nouvelles lois et réglementations visant à lutter contre les agissements anticoncurrentiels, elles doivent, à la demande de l'une d'entre elles, consulter l'autre afin de juger s'il y a lieu ou non de modifier le présent chapitre pour étendre le champ d'application de la coopération visée au paragraphe 1 ci-dessus.

#### **Article 9 – Réexamen et renforcement de la coopération**

1. Au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur du présent accord, les Parties réexamineront la coopération visée aux articles 3 et 4 du présent chapitre.

2. Lors de ce réexamen, les Parties, conformément aux dispositions du présent chapitre, pourront envisager d'étendre leur coopération dans l'un quelconque des domaines suivants:

- a) coordination des mesures d'application;
- b) principe de courtoisie active;
- c) courtoisie.

3. Toute extension de la coopération sera fonction des lois et réglementations sur la concurrence en vigueur ainsi que des ressources dont disposent les Parties.

#### **Article 10 – Consultations**

Les Parties peuvent, le cas échéant, se consulter au sujet de toute question pouvant d'être soulevée en relation avec les dispositions du présent chapitre.

#### **Article 11 – Communications**

Les communication relevant des articles 3 et 4 du présent chapitre doivent être échangées directement entre les organes de mise en œuvre par l'intermédiaire des points de contact des Parties. Toute notification présentée au titre de l'article 3 du présent chapitre devra cependant être confirmée par écrit par la voie diplomatique. La Partie concernée doit ensuite transmettre le plus rapidement possible la confirmation en question au point de contact.

---